

PROCÈS-VERBAL DE LA DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DE LEURS SUPPLÉANTS EN VUE DE L'ÉLECTION DES SÉNATEURS

Communes de 1 000 habitants et plus

COMMUNE :

.....
EPÔNE
.....

Département (collectivité)	YVELINES
Arrondissement (subdivision)	MANTES-LA-JOLIE
Effectif légal du conseil municipal	29
Nombre de conseillers en exercice	29
Nombre de délégués (ou délégués supplémentaires) à élire	15
Nombre de suppléants à élire	5

L'an deux mille vingt-trois, le 9 juin à 20 heures 30 minutes, en application des articles L. 283 à L. 293 et R. 131 à R. 148 du code électoral, s'est réuni le conseil municipal de la commune de EPÔNE

À cette date étaient présents les conseillers municipaux suivants¹:

MULLER Guy	HUSSAIN-ZAITI Syed-Navid	
JOVIC Ivica	RAFAI Sofia	
DAGORY Pascal	RIPERT Daniel	
DI PERNO Béatrice		
MOTTIN Danièle		
DIROL Didier		
BAUDOIN Nathalie		
RIALLAND Francis		
CLOUARD Danièle		
TAINMONT Marie		
ARFI Thierry		
PUISSEUR-RIPET Rémi		
DEMAISON Nicole		
ECHARD Olivier		
GILLARD Eliane		
BUNEL Franck		
BOLLE Emmanuel		
RONAIN Isabelle		

Etaient absents et représentés les conseillers municipaux suivants² :

MARTIN Isabelle	a donné pouvoir à :	DEMAISON Nicole
FASQUEL Jacques	a donné pouvoir à :	MULLER Guy
LEFEVRE Philippe	a donné pouvoir à :	JOVIC Ivica
LOURDIN Véronique	a donné pouvoir à :	DI PERNO Béatrice
JOUANNEAU Florence	a donné pouvoir à :	BAUDOIN Nathalie
LE CALLENNEC Harmony	a donné pouvoir à :	CLOUARD Danièle
TRUFFAUT Stéphane	a donné pouvoir à :	BOLLE Emmanuel

¹ Indiquer les nom et prénom(s) d'un conseiller par case. Les conseillers municipaux qui n'ont pas la nationalité française ne peuvent participer à l'élection des délégués et de leurs suppléants (art. L.O. 286-1 du code électoral). Dans les communes de 9 000 habitants et plus, ces conseillers sont remplacés par le premier candidat non encore proclamé conseiller de la liste sur laquelle ils se sont présentés pour l'élection du conseil municipal (art. L.O. 286-2 du code électoral). Les militaires en position d'activité ne peuvent être élus ni délégués ni suppléants (art. L. 287-1 du code électoral).

² Le cas échéant préciser à qui ils ont donné pouvoir (art. L. 289 du code électoral). Un même conseiller ne peut être porteur que d'un seul pouvoir qui est toujours révocable.

Absents non représentés :

/	/	/
/	/	/
/	/	/
/	/	/

1. Mise en place du bureau électoral

M./Mme..... Guy MULLER....., maire (ou son remplaçant en application de l'article L. 2122-17 du CGCT) a ouvert la séance.

M./Mme..... Danièle CLOUARD..... a été désigné(e) en qualité de secrétaire par le conseil municipal (art. L. 2121-15 du CGCT).

Le maire (ou son remplaçant) a procédé à l'appel nominal des membres du conseil, a dénombré 21 conseillers présents et a constaté que la condition de quorum posée à l'article L.2121-17 du CGCT³ était remplie.

Le maire (ou son remplaçant) a ensuite rappelé qu'en application de l'article R. 133 du code électoral, le bureau électoral est présidé par le maire ou son remplaçant et comprend les deux conseillers municipaux les plus âgés et les deux conseillers municipaux les plus jeunes présents à l'ouverture du scrutin, à savoir MM./Mmes..... Eliane GILLARD, Francis RIALLAND, Sofia RAFAI, Syed-Navid HUSSAIN-ZAIDI.....

2. Mode de scrutin

Le maire (ou son remplaçant) a ensuite invité le conseil municipal à procéder à l'élection des délégués et de leurs suppléants en vue de l'élection des sénateurs. **Il a rappelé qu'en application des articles L. 289 et R. 133 du code électoral, les délégués (ou délégués supplémentaires) et leurs suppléants sont élus sur la même liste, sans débat, à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel⁴.**

Le maire (ou son remplaçant) a rappelé que les membres du conseil municipal qui n'ont pas la nationalité française ne peuvent ni être élus membres du collège électoral sénatorial, ni participer à l'élection des délégués et des suppléants (art. L.O. 286-1 du code électoral). Si la commune a 9 000 habitants et plus, ces conseillers sont remplacés par les candidats français venant immédiatement après le dernier candidat élu de la liste sur laquelle ils se sont présentés à l'élection municipale (art. L.O. 286-2 du code électoral).

³ Le conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité des membres en exercice est présente.

⁴ Dans les communes de 1 000 à 8 999 habitants, il est procédé à l'attribution de sièges de délégués et de suppléants. Dans les communes de 9 000 à 30 799 habitants, il n'est procédé qu'à l'attribution de sièges de suppléants. Dans les communes de 30 800 habitants et plus, il est procédé à l'attribution de sièges de délégués supplémentaires et de suppléants.

Le maire (ou son remplaçant) a également précisé que les membres du conseil municipal qui sont également députés, sénateurs, conseillers régionaux, conseillers départementaux, conseillers à l'Assemblée de Martinique, conseillers territoriaux de Saint-Pierre-et-Miquelon ou membres d'une des assemblées de province de Nouvelle-Calédonie peuvent participer à l'élection des délégués et suppléants mais ne peuvent être élus délégués ou suppléants (art. L. 287, L. 445 et L. 556 du code électoral).

Dans les communes de moins de 9 000 habitants, le maire (ou son remplaçant) a ensuite précisé que les militaires en position d'activité membres du conseil municipal peuvent participer à l'élection des délégués et suppléants mais ne peuvent être élus délégués ou suppléants (art. L. 287-1 du code électoral).

Le maire (ou son remplaçant) a rappelé que les délégués sont élus, dans les communes de 1 000 à 8 999 habitants, parmi les membres du conseil municipal, et que les suppléants sont élus soit parmi les membres du conseil municipal, soit parmi les électeurs de la commune. Dans les communes de 30 800 habitants et plus, les délégués supplémentaires sont élus parmi les électeurs inscrits sur les listes électorales de la commune, les uns et les autres de nationalité française.

Le maire (ou son remplaçant) a indiqué que conformément aux articles L. 284 à L. 286 du code électoral, le cas échéant l'article L. 290-1 ou L. 290-2, le conseil municipal devait élire 15 délégués (et/ou délégués supplémentaires) et5... suppléants.

Les candidats peuvent se présenter soit sur une liste comportant autant de noms qu'il y a de délégués (ou délégués supplémentaires) et de suppléants à élire, soit sur une liste incomplète (art. L. 289 du code électoral).

Chaque liste de candidats aux fonctions de délégués et de suppléants est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Avant l'ouverture du scrutin, le maire (ou son remplaçant) a constaté que 2 listes de candidats avaient été déposées. Un exemplaire de chaque liste de candidats a été joint au procès-verbal en annexe 2.

Lorsque le nombre de candidats est supérieur à deux cents, les bulletins ne comportent que le nom de la liste et du candidat tête de liste et la liste complète des candidats de chaque liste est affichée dans la salle de vote (article R. 138).

3. Déroulement du scrutin

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, a fait constater au président qu'il n'était porteur que d'une seule enveloppe ou d'un seul bulletin plié. Le président a constaté, sans toucher l'enveloppe ou le bulletin, que le conseiller municipal l'a déposé lui-même dans l'urne ou le réceptacle prévu à cet effet. Le nombre des conseillers qui n'ont pas souhaité prendre part au vote à l'appel de leur nom a été enregistré.

Après le vote du dernier conseiller, le président a déclaré le scrutin clos et les membres du bureau électoral ont immédiatement procédé au dépouillement des bulletins de vote. **Les bulletins ou enveloppes déclarés nuls par le bureau, les bulletins blancs ou les enveloppes qui les contiennent, ont été sans exception signés par les membres du bureau et annexés au procès-verbal avec mention de la cause de leur annexion** (bulletin blanc, bulletin ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lequel le votant s'est fait connaître, enveloppe vide, bulletin établi au nom d'une liste dont la candidature n'a pas été enregistrée, bulletin avec adjonction ou radiation de noms ou avec modification de l'ordre des candidats, bulletin ne respectant pas l'obligation d'alternance d'un candidat de chaque sexe). Ces bulletins ou ces enveloppes annexées avec leurs

bulletins sont placés dans une enveloppe close jointe au procès-verbal portant l'indication du scrutin concerné.

4. Élection des délégués (ou délégués supplémentaires) et des suppléants

4.1. Résultats de l'élection

a. Nombre de conseillers présents et représentés	28
b. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote (abstention)	0
c. Nombre de votants (enveloppes ou bulletins déposés dans l'urne) (a-b)	28
d. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
e. Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
f. Nombre de suffrages exprimés [c – (d + e)]	28

Les mandats de délégués (ou délégués supplémentaires) sont répartis entre toutes les listes à la représentation proportionnelle. Le bureau détermine le **quotient électoral** en divisant le nombre de suffrages exprimés dans la commune par le nombre des délégués (ou délégués supplémentaires) à élire. Il est attribué à chaque liste autant de mandats de délégués (ou délégués supplémentaires) que le nombre des suffrages de la liste contient de fois le quotient électoral. Les sièges non répartis par application des dispositions précédentes sont attribués selon la règle de la plus forte moyenne.

A cet effet, les sièges sont conférés successivement à celle des listes pour laquelle la division du nombre de suffrages recueillis par le nombre de sièges qui lui ont déjà été attribués, plus un, donne le plus fort résultat. Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Une fois l'attribution des mandats de délégués effectuée, il est procédé de la même manière pour l'attribution des mandats de suppléants. Dans les communes de 9 000 à 30 799 habitants, il n'est procédé qu'à l'attribution de sièges de suppléants.

INDIQUER LE NOM DE LA LISTE OU DU CANDIDAT TÊTE DE LISTE (dans l'ordre décroissant des suffrages obtenus)	Suffrages obtenus	Nombre de délégués (ou délégués supplémentaires) obtenus	Nombre de suppléants obtenus
DYNATIC EPÔNE	22	12	4
EPÔNE AU CŒUR	6	3	1.

4.2. Proclamation des élus

Le maire (ou son remplaçant) a proclamé élus délégués (ou délégués supplémentaires) les candidats des listes ayant obtenu des mandats de délégués dans l'ordre de présentation sur chaque liste et dans la limite du nombre de mandats de délégués (ou délégués supplémentaires) obtenus, conformément à la feuille de proclamation nominative jointe au présent procès-verbal.

Il a ensuite proclamé élus suppléants les autres candidats des listes pris à la suite du dernier candidat élu délégué dans l'ordre de présentation sur chaque liste et dans la limite du nombre de mandats de suppléants obtenus, conformément à la feuille de proclamation nominative également jointe en annexe 1.

4.3. Refus des délégués⁵

⁵ Rayer le 4.3. en l'absence de refus du ou des délégués avant l'élection des suppléants.

Le maire (ou son remplaçant) a constaté le refus deQ.... délégué(s) après la proclamation de leur élection⁶.

En cas de refus d'un délégué d'exercer son mandat, c'est le suppléant de la même liste venant immédiatement après le dernier délégué élu qui est appelé à le remplacer (L. 289) et le premier candidat non élu de la liste devient suppléant.

En cas de refus d'un suppléant d'exercer sa fonction⁷, le premier candidat non élu de la même liste devient suppléant.

5. Choix de la liste des suppléants par les délégués de droit⁸

Dans les communes de 9 000 habitants et plus, le maire (ou son remplaçant) a rappelé que les délégués de droit présents doivent faire connaître au bureau électoral, avant que la séance ne soit levée, la liste sur laquelle seront désignés les suppléants qui, en cas d'empêchement, les remplaceront. Il a aussi indiqué que si un conseiller municipal a également la qualité de député, sénateur, conseiller régional, conseiller départemental, conseiller à l'Assemblée de Martinique, conseiller territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon ou membre d'une des assemblées de province de Nouvelle-Calédonie, son remplaçant doit faire connaître selon les mêmes modalités la liste sur laquelle sera désigné son suppléant.

Les conseillers municipaux présents ont fait connaître la liste sur laquelle seront désignés, en cas d'empêchement avéré, leurs suppléants pour participer à l'élection des sénateurs. Ce choix est retracé sur la feuille jointe au procès-verbal⁹.

⁶ Pour les délégués élus et non présents lors de l'élection, le maire (ou son remplaçant) notifie leur élection dans les vingt-quatre heures et les informe qu'ils disposent d'un délai d'un jour franc à compter du jour de la notification pour refuser éventuellement leurs fonctions et en avertir le préfet ou le haut-commissaire (art. R.145 du code électoral).

⁷ Pour les suppléants élus et non présents lors de l'élection, le maire (ou son remplaçant) notifie leur élection dans les vingt-quatre heures et les informe qu'ils disposent d'un délai d'un jour franc à compter du jour de la notification pour refuser éventuellement leurs fonctions et en avertir le préfet ou le haut-commissaire (art. R.145 du code électoral).

⁸ Supprimer le 5 dans les communes de moins de 9 000 habitants.

⁹ Les conseillers municipaux absents ont la possibilité de faire connaître au maire (ou son remplaçant) dans les meilleurs délais la liste sur laquelle seront désignés les suppléants qui les remplaceront.

7. Clôture du procès-verbal

Le présent procès-verbal, dressé et clos le 9 juin 2023 à vingt et une heures et quinze minutes, en triple exemplaire¹¹, a été, après lecture, signé par le maire (ou son remplaçant), les autres membres du bureau et le secrétaire.

Le maire ou son remplaçant



Le secrétaire



*Les deux conseillers municipaux les plus
âgés*



*Les deux conseillers municipaux les plus
jeunes*



¹¹ Le premier exemplaire du procès-verbal doit être affiché aussitôt après sa clôture à la porte de la mairie. Le deuxième exemplaire du procès-verbal est conservé au secrétariat de la mairie. Le troisième exemplaire doit aussitôt être transmis, avec toutes les autres pièces annexées, au préfet ou au haut-commissaire (art. R. 144 du code électoral).

Annexe 1

Liste des délégués, délégués supplémentaires et suppléants élus représentant la commune de

.....

Liste A

Liste nominative des personnes désignées :

Liste B

Liste nominative des personnes désignées :

Liste C

Liste des personnes désignées :

Etc.

Annexe 2

Liste des listes candidates à l'élection des délégués (délégués supplémentaires) et suppléants
représentant la commune de

Liste A

Liste nominative des candidats :

Liste B

Liste nominative des candidats :

Liste C

Liste des candidats :

Etc.

COMMUNE : EPÔNE

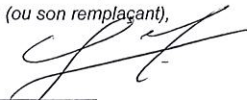
annexe au procès-verbal de
l'élection des délégués des conseils
municipaux et de leurs suppléants

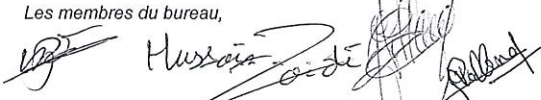
ÉLECTION DES DÉLÉGUÉS DES CONSEILS MUNICIPAUX ET DE LEURS SUPPLÉANTS EN VUE DE L'ÉLECTION DES SÉNATEURS

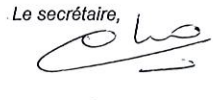
FEUILLE DE PROCLAMATION n° 1 /¹
annexée au procès-verbal des opérations électorales

Nom et prénom de l'élu (e)	Liste sur laquelle il ou elle figurait	Mandat de l'élu(e) ²
M. <u>JOVIC Ivica</u>	Liste <u>DYNAMIC EPÔNE</u>	<u>DELEGUE</u>
M ^{me} <u>DI PERNO Béatrice</u>	Liste <u>DYNAMIC EPÔNE</u>	<u>DELEGUEE</u>
M. <u>FASQUEL Jacques</u>	Liste <u>DYNAMIC EPÔNE</u>	<u>DELEGUE</u>
M ^{me} <u>BAUDOUIN Nathalie</u>	Liste <u>DYNAMIC EPÔNE</u>	<u>DELEGUEE</u>
M. <u>DIROL Didier</u>	Liste <u>DYNAMIC EPÔNE</u>	<u>DELEGUE</u>
M ^{me} <u>DETAISON Nicole</u>	Liste <u>DYNAMIC EPÔNE</u>	<u>DELEGUEE</u>
M. <u>RIALLAND Francis</u>	Liste <u>DYNAMIC EPÔNE</u>	<u>DELEGUE</u>
M ^{me} <u>CLOUARD Danièle</u>	Liste <u>DYNAMIC EPÔNE</u>	<u>DELEGUEE</u>
M. <u>ECHARD Olivier</u>	Liste <u>DYNAMIC EPÔNE</u>	<u>DELEGUE</u>
M ^{me} <u>TAINPONT Marie</u>	Liste <u>DYNAMIC EPÔNE</u>	<u>DELEGUEE</u>
M. <u>PUISSEUR-RIPET Rémi</u>	Liste <u>DYNAMIC EPÔNE</u>	<u>DELEGUE</u>
M ^{me} <u>JOUANNEAU Florence</u>	Liste <u>DYNAMIC EPÔNE</u>	<u>DELEGUEE</u>
M. <u>LEFEVRE Philippe</u>	Liste <u>DYNAMIC EPÔNE</u>	<u>SUPPLEANT</u>
M ^{me} <u>MARTIN Isabelle</u>	Liste <u>DYNAMIC EPÔNE</u>	<u>SUPPLEANTE</u>
M. <u>BUNEL Franck</u>	Liste <u>DYNAMIC EPÔNE</u>	<u>SUPPLEANT</u>
M ^{me} <u>GENTIL Monique</u>	Liste <u>DYNAMIC EPÔNE</u>	<u>SUPPLEANTE</u>
M. <u>BOLLE Emmanuel</u>	Liste <u>EPÔNE AU CŒUR</u>	<u>DELEGUE</u>
M ^{me} <u>ROTTAIN Isabelle</u>	Liste <u>EPÔNE AU CŒUR</u>	<u>DELEGUEE</u>
M. <u>HUSSAIN-ZAIDI Syed Navid</u>	Liste <u>EPÔNE AU CŒUR</u>	<u>DELEGUE</u>
M ^{me} <u>RAFAI Sofia</u>	Liste <u>EPÔNE AU CŒUR</u>	<u>SUPPLEANTE</u>
M	Liste	
M	Liste	
M	Liste	
M	Liste	
M	Liste	
M	Liste	
M	Liste	
M	Liste	
M	Liste	
M	Liste	
M	Liste	
M	Liste	
M	Liste	
M	Liste	
M	Liste	
M	Liste	
M	Liste	
M	Liste	

Fait à Epône, le 09 JUN 2023

Le maire (ou son remplaçant),


Les membres du bureau,


Le secrétaire,


¹ Les listes sont énumérées dans l'ordre décroissant du nombre de suffrages obtenus. Les élus sont énumérés dans l'ordre où ils figurent sur chaque liste. En cas de besoin, utiliser plusieurs feuilles de proclamation.
² Indiquer s'il s'agit d'un délégué, d'un délégué supplémentaire ou d'un suppléant.

Liste "Dynamic Epône"

Délégués / Titulaires

N°	Civilité	Prénom	Nom	Nom de jeune fille	Genre	Adresse	CP / Ville	Date de naissance	Lieu de naissance
1	Monsieur	Ivica	JOVIC		H	73 boulevard de Mantes	78680 Epône	05/07/1973	Mantes-la-Jolie (78)
2	Madame	Béatrice	DI PERNO	DELANEAU	F	42 avenue de la Garenne	78680 Epône	28/11/1961	Mantes-la-Jolie (78)
3	Monsieur	Jacques	FASQUEL		H	8 chemin Neuf	78680 Epône	02/02/1943	Epône (78)
4	Madame	Nathalie	BAUDOUIJN		F	9 allée du Rejon	78680 Epône	18/10/1969	Saint-Ouen (93)
5	Monsieur	Didier	DIROL		H	10 boulevard de la Paix	78680 Epône	18/12/1968	Villeneuve-Saint-Georges (94)
6	Madame	Nicole	DEMAISON	STANISLAS	F	2 chemin des Coyards	78680 Epône	25/07/1948	Amiens (80)
7	Monsieur	Francis	RIALLAND		H	3 chemin de la Côte Madé	78680 Epône	08/02/1945	Drancy (93)
8	Madame	Danièle	CLOUARD	GROSS	F	18 allée de Marmeret	78680 Epône	19/09/1951	Saverne (67)
9	Monsieur	Olivier	ECHARD		H	3, allée du Rejon	78680 Epône	10/07/1964	Villeneuve-Saint-Georges (94)
10	Madame	Marie	TAINMONT	DURAND	F	17, avenue de la Corniche	78680 Epône	03/03/1955	Suresnes (92)
11	Monsieur	Rémi	PUISSEGUR-RIPET		H	23, rue d'Antar	78680 Epône	03/01/1968	Le Caire (Egypte)
12	Madame	Florence	JOUANNEAU		F	35, boulevard de la Paix	78680 Epône	13/01/1969	Saint Denis de l'Hotel (45)
13	Monsieur	Philippe	LEFEVRE		H	8 bis, chemin Neuf	78680 Epône	11/08/1953	Poissy (78)
14	Madame	Isabelle	MARTIN	BARON	F	10, allée de la Grenouillère	78680 Epône	20/04/1958	Sedan (08)
15	Monsieur	Franck	BUNEL		H	9, rue Edouard Jumentier	78680 Epône	13/05/1961	La Ferté-Macé (61)

Suppléants

16	Madame	Monique	GENTIL	SEDET	F	17 allées des biches	78680 Epône	27/12/1947	Clermont-Ferrand (63)
17	Monsieur	Rodolphe	DRUART		H	5 allée de Pinceloup	78680 Epône	20/10/1970	Saint-Quentin (02)
18	Madame	Claudine	GEBELIN	MOUTON	F	54 avenue d'Epône	78680 Epône	23/05/1952	Dreux (28)
19	Monsieur	Armand	ROUCOULES		H	40 avenue du Professeur Emile Sergeant	78680 Epône	06/06/1943	Blois(41)
20	Madame	Marie-Laurence	CLAUDEL	VERANDO	F	55 avenue du Professeur Emile Sergeant	78680 Epône	24/03/1957	Mantes-la-Jolie (78)

EPONE AU CŒUR

1. **Emmanuel BOLLE**, Homme, 51, avenue du Professeur Emile Sergent 78680 EPONE, né au Havre (76) le 13/08/1968
2. **Isabelle ROMAIN**, Femme, 9, chemin des Trembles 78680 EPONE, née à Mantes la Jolie (78) le 21/02/1961
3. **Syed-Navid HUSSAIN-ZAIDI**, Homme, 29, rue des deux frères Laporte 78680 EPONE, né le 9/12/1987 à Poissy (78)
4. **Sofia RAFAI**, Femme, 3, chemin de l'Ormeteau 78680 EPONE, née à Poissy (78) le 3/11/1992
5. **Daniel RIPERT**, Homme, 1, rue Beethoven 78680 EPONE, né à Asnières (92) le 1/03/1946